

Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires

144 Boulevard de la Villette 75019 Paris

Tél : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 47 62 14 - Adresse internet :

contact@solidaires.org

Paris, le 22 septembre 2008

Communiqué de presse

L'Union syndicale Solidaires et ses retraités organisés dans l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires appellent à agir et manifester le 16 octobre sur le pouvoir d'achat. D'ores et déjà, nous préparons activement cette journée de mobilisation, y compris au sein d'intersyndicales dans de nombreux départements et localités.

Nous nous sommes opposés aux contre-réformes de 1993, 2003 et 2008 qui provoquent une baisse du montant des pensions pour les nouveaux retraités en allongeant la durée de cotisation pour obtenir une pension pleine, en appliquant des décotes, en prenant comme référence un salaire moyen sur 25 années, en désindexant les pensions des salaires.

Ces contre-réformes pénalisent fortement celles et ceux qui arrivent loin des 40 ans de cotisation : les 61% de femmes qui n'ont pas pu valider 37,5 ans ; les chômeurs, précaires, petits boulots, temps partiels... les jeunes qui débutent tard dans la vie active (études, chômage...), les métiers pénibles à faible espérance de vie.

Nous manifesterons pour l'abrogation de ces contre-réformes, pour le retour aux 37,5 ans de cotisation, pour une pension au moins égale au SMIC.

Nous agissons aussi pour l'augmentation immédiate des pensions :

- 1,1% au 1^{er} janvier et 0,8% au 1^{er} septembre ne suffisent pas pour maintenir le pouvoir d'achat avec une inflation que l'INSEE reconnaît à 3,6% pour une année.
- les dépenses incontournables, dont l'alimentation qui a augmenté de 6,4% et l'énergie de 18,5%, pèsent encore plus sur les ménages modestes.
- les charges en matière de santé s'y ajoutent (forfaits, franchises, remboursements, dépassements d'honoraires, augmentation des complémentaires santé).

Abroger les contre-réformes et augmenter le pouvoir d'achat des retraité-e-s, c'est possible en répartissant les richesses de façon plus égale :

- de 1983 à 2007, la part des salaires dans la richesse nationale, le PIB, a diminué de 10 points, ce qui correspond à 180 milliards d'euros chaque année. Dans le même temps, la part attribuée aux dividendes versés aux actionnaires est passée de 4,4% à 12,4%.
- en 7 ans, les 0,01% des foyers les plus riches ont vu leur revenu réel croître de 42,6%, contre 4,6% pour les 90% les moins riches.

**Le 16 octobre, mobilisons-nous pour mettre fin aux injustices,
pour un revenu décent pour toutes et tous.**